

**Conseil des ministres - Accords avec
la République dominicaine, la
République du Nicaragua visant à
faciliter l'activité professionnelle des
membres des familles des agents
diplomatiques et consulaires - projet
de loi**
(Paris, 22 août 2018)

Le ministre de l'Europe et des affaires étrangères a présenté un projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République dominicaine relatif à l'emploi des conjoints des agents des missions officielles de chaque Etat dans l'autre, et de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Nicaragua relatif au libre exercice des activités professionnelles salariées des membres des familles du personnel diplomatique, consulaire, administratif et technique des missions officielles.

La volonté d'adapter au mieux le cadre d'expatriation des agents en poste diplomatique et consulaire à l'étranger a conduit l'Etat à se préoccuper des conditions visant à permettre aux conjoints qui le souhaitent, d'y poursuivre un parcours professionnel. Cette thématique est devenue une des priorités du ministère de l'Europe et des affaires étrangères.

La préoccupation française de pouvoir formaliser un accord sur ce sujet a rencontré un écho favorable de la part des autorités dominicaines et nicaraguayennes. L'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République Dominicaine été signé le 18 avril 2017 à Paris et l'Accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Nicaragua a été signé le 3 août 2017 à Managua.

Ces deux accords font référence à la Convention de Vienne de 1961 sur les relations diplomatiques et à celle de 1963 sur les relations consulaires auxquelles la France, la République Dominicaine et le Nicaragua sont parties. Grâce à ces accords fondés sur la réciprocité, les conjoints d'agents diplomatiques et consulaires peuvent exercer une activité professionnelle tout en conservant le titre de séjour spécial que leur confère leur statut ainsi que les privilèges et immunités octroyés par les conventions de Vienne, en dehors du cadre de l'exercice de leur activité professionnelle./.